

Les étudiants du Burundi observent depuis jeudi un arrêt des cours

PANA, 31 mars 2017 Grève contre le système de prêt-bourses dans l'Enseignement supérieur public au Burundi Bujumbura, Burundi - Les étudiants du Burundi observent, depuis jeudi, un arrêt des cours consécutif à l'introduction d'un nouveau système jugé "contraignant" de prêt-bourses d'études et de stages dans l'Enseignement supérieur, a-t-on appris des concernés, à Bujumbura et siège de l'unique université publique du pays.

Le préavis initial expirait normalement le 5 avril prochain et les étudiants rencontrés disaient avoir précipité la grève pour obtenir la libération de certains de leurs leaders syndicaux qui ont été entre-temps arrêtés par la Police. L'arrêt des cours était également observé à l'Ecole normale supérieure (Ens) connexe de Bujumbura qui forme de futurs enseignants du secondaire. Le 24 mars dernier, plus de 170 délégués des étudiants avaient co-signé et adressé directement un préavis de grève au chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, dirigé contre son décret du 1er février dernier institutionnalisant un système de bourses d'études et de stages à crédit. Les étudiants de l'Université publique du Burundi se revendiquent généralement des milieux pauvres et veulent rester dans l'ancien système de bourse gratuite pour mener à terme leurs cursus universitaires. Le gouvernement burundais, de son côté, maintient sa décision, en se fondant sur les effectifs sans cesse croissants d'étudiants, avec les coûts « exorbitants » que cela implique, ainsi que sur la volonté d'harmoniser le système national d'enseignement supérieur avec le reste de la sous-région où il n'existerait plus de bourses d'études et de stages gratuits. Le mouvement d'humeur des étudiants burundais commence à prendre une tournure politique, avec, d'un autre côté, certains des milieux de l'opposition qui les soutiennent et les comprennent, les incitant parfois à aller au bout de leurs revendications. Le combat des étudiants n'est toutefois pas gagné d'avance dans un contexte socio-politique jugé généralement défavorable aux libertés publiques depuis que le Burundi est plongé dans une crise liée à un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition. Aucune grève n'avait été observée au cours de ces derniers mois de crise politique marquée par la torpeur dans les différents secteurs socio-professionnels du pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});